

"A quand la « souveraineté européenne » ?" dans Le Phare Dimanche (7 août 1949)

Légende: Le 7 août 1949, évoquant le prochaine réunion du Conseil de l'Europe sur l'avenir de l'union européenne, l'hebdomadaire bruxellois Le Phare Dimanche détaille les obstacles à surmonter sur la voie d'une fédération de l'Europe.

Source: Le Phare Dimanche. Hebdomadaire indépendant de Bruxelles & du monde. dir. de publ. FONTAINE, Pierre. 07.08.1949, n° 188; 4e année. Bruxelles: Le Phare. "A quand la « souveraineté européenne » ?", auteur:Dayez, Albert , p. 3.

Copyright: (c) Le Phare Dimanche

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"a_quand_la_souverainete_europeenne_"_dans_le_phare_dimanche_7_aout_1949-fr-ae3d27ae-7862-46cc-aade-d5586218c47a.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 14/05/2013

A quand la « souveraineté européenne » ?

La réunion qui va s'ouvrir ce lundi à Strasbourg, du Conseil de l'Europe fait hausser pas mal d'épaules. Non que l'opinion soit hostile aux efforts faits en vue d'une Fédération européenne. Mais bien plutôt parce que la réunion de Strasbourg apparaît à beaucoup comme un pas d'une timidité décevante. « Le Conseil de l'Europe n'est pas en mesure de réaliser l'union européenne », a déclaré le général de Gaulle notamment. La belle trouvaille ! Vraiment, ce n'est pas au nouveau Badinguet, atteint de tricolorite aiguë, de faire pareille déclaration !

Est-ce en se bormant à critiquer toute tentative de rapprochement européen que l'on peut espérer arriver un jour à la création des Etats-Unis d'Europe ?

Le but poursuivi

Que ce but en lui-même soit à rechercher, cela nous paraît évident. Peut-on nier qu'indépendamment de la contingence actuelle, le progrès politique soit dans une restriction toujours plus forte du concept de souveraineté nationale ? Cela n'était pas vrai, jadis, peut-être. Mais c'est vers un tel idéal qu'il faut marcher si l'on veut supprimer l'hiatus existant aujourd'hui entre le développement économique de la planète — le progrès des communications notamment — et son état politique.

Le sens de la réunion de Strasbourg

Ce qui fait de la réunion de Strasbourg un événement important, c'est qu'elle constitue la véritable accession au plan officiel de l'idée d'une Fédération européenne.

Jusqu'ici, en effet, à part, évidemment, les réunions où fut élaboré le Statut du Conseil de l'Europe, l'idée européenne n'était discutée qu'au sein d'organismes sans responsabilité politique et n'ayant, de ce fait, qu'une autorité morale.

Sans doute les hommes de bonne volonté qui rêvent d'une Europe unie n'auraient-ils pu rallier à leur idée les gouvernements intéressés si ceux-ci ne s'étaient trouvés devant la nécessité de concevoir une économie européenne en vue de l'application du Plan Marshall et s'ils n'avaient senti peser sur eux le danger commun de la menace soviétique.

Le marasme économique et la faiblesse militaire qui sont aujourd'hui le triste lot de l'Europe rendent en effet urgente la nécessité d'une union entre les nations occidentales.

C'est dire que si l'on ne peut hausser les épaules devant une initiative comme la réunion du Conseil de l'Europe, il n'en faut pas moins regretter amèrement l'impuissance congénitale de cet organisme.

Le Conseil des ministres ne pourra prendre aucune décision. Il se bornera à faire des recommandations aux gouvernements. Quant à l'Assemblée qui forme l'organe consultatif du Conseil, elle ne jouira d'aucun droit d'initiative. Son rôle ne dépassera point les échanges de vue sur les questions qui lui seront soumises par le Conseil des ministres.

Quelle pusillanimité aussi dans la définition même du but poursuivi : « Réaliser une union plus étroite entre les Etats adhérents afin de promouvoir leur patrimoine commun et leur progrès économique et social »...!

Très bien, très bien ! Hélas ! rien ne sera fait tant que les nations occidentales ne se montreront pas réellement disposées à abandonner une part importante de leur souveraineté qu'elles ont le grand tort de confondre avec leur dignité, voire avec leur honneur.

Les obstacles à surmonter

Assurément, les difficultés à surmonter avant d'aboutir à une Fédération européenne sont énormes.

Les populations européennes n'ont pas fusionné comme celles d'Amérique. Elles ne sont nullement disposées à accepter une langue commune. Là réside l'obstacle principal peut-être, mais non insurmontable à l'unité européenne. Viennent ensuite des difficultés d'ordre politique dont les plus graves proviennent ou proviendront de l'orgueil britannique et de la situation actuelle de l'Allemagne. L'obligation dans laquelle les Alliés occidentaux se trouvent de prolonger leur occupation de ce pays en raison du danger soviétique, rend impossibles des relations normales entre eux et les Allemands. De plus, si ceux-ci se montrent chauds partisans de l'Union européenne qu'ils considèrent un peu comme « leur chose », ils ne peuvent évidemment accepter comme définitive la division actuelle de leur pays.

Il serait possible de faire les Etats-Unis d'Europe sans les nations de l'Est européen mais non sans l'Allemagne.

Quant aux difficultés économiques s'opposant à l'unité européenne, elles sont graves elles aussi. Que l'on songe seulement au mal qu'ont les pays composant le Benelux à faire, de cet idéal, une réalité. Des différences profondes séparent actuellement plus que jamais les régimes économiques des nations occidentales. Il faudrait avant tout pour parvenir à les unifier que la bonne volonté prime le sectarisme économique-politique. Nous sommes loin de compte sur ce point !

Les nécessités de l'unification réelle de l'économie européenne engendreraient sinon des sacrifices, du moins un bouleversement d'habitudes peu susceptible de plaire aux masses.

On voit difficilement une génération se sacrifier délibérément pour les suivantes.

La condition sine qua non

Toutes ces réflexions pessimistes pourraient donner l'impression, en fin de compte, que nous prenons, nous aussi, pour des chevaucheurs de nuées les partisans d'une Fédération européenne.

Tel n'est pas notre sentiment. Mais nous souhaitons que des parlottes strasbourgeoises puisse sortir, renforcée, l'idée qu'il faut une autorité à laquelle seraient subordonnés, dans une mesure donnée, les gouvernements membres de l'Union. Tant que les pays désireux de s'insérer dans la future Fédération européenne hésiteront à mettre en quelque sorte en commun leur souveraineté, on n'avancera qu'à pas de tortue vers l'idéal poursuivi.

Albert Dayez.